

# INTÉGRATION EUROPÉENNE, ÉLARGISSEMENT AUX PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET ÉCONOMIE GÉOGRAPHIQUE

Sébastien DUPUCH, Hugues JENNEQUIN et El Mouhoub MOUHOUD\*

***Résumé :** L'objet de cet article est d'évaluer les effets de l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) sur la polarisation des activités en Europe. Après avoir retracé les débats théoriques issus de la Nouvelle Economie Géographique et les applications à l'Europe, nous présentons un ensemble de faits stylisés afin de caractériser les conditions d'insertion des économies en transition dans l'Union Européenne : convergence réelle, flux commerciaux, nature et ampleur des IDE et flux migratoires. Nous proposons alors de mesurer le processus de spécialisation et de concentration des activités en Europe (en termes d'exportations et d'emploi) incluant explicitement les États-membres de l'UE et les PECO. Nous montrons que les principaux pays de la première vague d'adhésion (Pologne, République Tchèque, Hongrie) s'orientent vers le modèle espagnol de rattrapage, de maintien d'une diversification des activités et tendent à rejoindre le schéma européen de spécialisation intra-branche. A l'opposé, les autres pays risquent de rester enfermés dans une spécialisation inter-branche et connaître une logique de type centre-périphérie vis-à-vis de l'UE.*

**Mots-clés** - ÉCONOMIE GÉOGRAPHIQUE, INTÉGRATION EUROPÉENNE, ÉCONOMIES EN TRANSITION, SPÉCIALISATION, CONCENTRATION.

**Classification du JEL** : F15, O52, P20, R10.

---

\* CEPN, Université Paris Nord, UMR n° 2148, CNRS, UFR Sciences Économiques, 99 avenue J.B. Clément, 93430 Villetaneuse.

## INTRODUCTION

L'objet de cette étude est d'analyser et de mesurer l'impact de l'élargissement de l'Union Européenne aux pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) sur la localisation des activités industrielles au sein de l'UE et sur la spécialisation de ces pays.

L'achèvement du marché unique et la mise en œuvre de la monnaie unique ont relancé les interrogations relatives aux effets de l'intégration régionale sur les structures productives nationales. Dans quelle mesure la localisation des industries et la spécialisation sont-elles affectées ? Les processus de polarisation des activités dans l'espace intégré l'emportent-ils sur les forces de dispersion et de diversification des nations ? Quelles peuvent être alors les implications de l'élargissement à d'autres pays à structures productives et à degrés de développement différents ? Quelles leçons peut-on tirer des expériences passées dans la perspective d'intégration des PECO à l'Union Européenne ?

Une spécificité européenne se dégage par rapport à d'autres expériences d'intégration régionale (comme les États-Unis) analysées par la nouvelle économie géographique (Krugman, 1991). Les premières étapes du processus d'intégration européenne se sont accompagnées d'un accroissement des échanges commerciaux de type intra-branche. Par la suite, la part du commerce intra-branche s'est maintenue à des niveaux élevés dans la majorité des pays mais il est constitué aujourd'hui essentiellement de produits de qualités différentes (différenciés verticalement) pour les pays les plus avancés de l'UE tandis que les pays périphériques restent caractérisés par une spécialisation de type "inter-branche".

Cette prédominance des échanges intra-branches reflète une spécialisation relativement faible (une diversification relativement élevée) des pays européens en termes de production et d'emploi mais les travaux empiriques montrent que cette spécialisation s'est accrue au cours des trente dernières années de manière non linéaire. L'accroissement de la spécialisation est plus marqué depuis le début des années 80 tandis qu'une déspecialisation caractérisait l'ensemble des pays européens dans les années 70. Cette tendance est ainsi plus prononcée dans les pays périphériques traduisant un effet de convergence des structures productives. Toutefois, l'évolution récente montre une persistance des activités intensives en main-d'œuvre peu qualifiée dans les pays périphériques (Brülhart, 2000a). Nous montrons dans cet article que cette situation ne devrait pas être remise en cause par l'élargissement de l'UE aux pays en transition. En intégrant explicitement les PECO à l'analyse de la spécialisation, nous les distinguons en deux groupes suivant leur structures productives et leur ouverture aux échanges commerciaux et aux investissements directs étrangers (IDE). Il apparaît que seuls les pays de la

première vague d'adhésion tendent à se rapprocher des pays de l'UE dans un schéma de type intra-branche.

La section 2 de cet article propose de revenir sur les débats théoriques relatifs aux effets de l'intégration régionale sur la répartition des activités entre les pays membres et d'analyser les déterminants du rattrapage et des changements dans les structures des spécialisations. L'objectif de la section 3 est de rassembler les principaux faits stylisés concernant les conditions d'insertion des PECO dans l'Union Européenne : structure des échanges commerciaux, convergence ou divergence réelle vis-à-vis de l'UE, niveau technologique et d'éducation, analyse des investissements directs dans les PECO et de leurs effets éventuels sur la transformation de leur spécialisation internationale, flux d'émigration et d'immigration. La section 4 propose une évaluation du processus de spécialisation-concentration des activités des pays de l'UE en intégrant les pays candidats à l'élargissement. Il s'agit de vérifier si leur insertion s'accompagnera d'une tendance à la polarisation des activités vers le centre de l'Europe ou si au contraire le scénario du maintien de la diversification des nations européennes concernera aussi ces pays.

## **2. POLARISATION, DIVERSIFICATION ET ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE**

### **2.1. Le risque de polarisation : les débats**

L'unification monétaire européenne a relancé le débat déjà ancien concernant la crainte d'une polarisation des activités productives au sein de l'UE, à l'instar de l'histoire des États-Unis. Ainsi, de nombreuses études ont cherché à évaluer les risques de concentration inhérents à l'approfondissement de l'intégration des économies européennes, sans toutefois partager des conclusions communes.

En effet, les risques de polarisation concernant des pays différents en terme de niveau de développement regroupés dans une union régionale économique et monétaire ne sont pas négligeables. Selon les premiers travaux relevant de la nouvelle économie géographique (NEG), la tendance naturelle des activités à forts rendements d'échelle est à la concentration géographique (Krugman, 1991). Dans ces modèles, l'équilibre laisse émerger une structure centre-périphérie accompagnée d'une spécialisation économique des territoires. L'intégration économique, qui passe par une baisse des coûts de transaction (suppression des barrières tarifaires et non tarifaires, suppression des coûts de conversion monétaires) devrait alors s'accompagner d'un mouvement de polarisation et de spécialisation au détriment des zones périphériques. Les forces de polarisation d'activités sont induites par les externalités d'agglomération et l'existence de rendements croissants. Plus fortes sont les externalités, plus les rendements internes sont croissants, plus les relations interindustrielles (la division verticale du travail) sont fortes, plus les coûts de transaction sont

faibles, plus la probabilité de parvenir à un équilibre stable de répartition homogène des activités dans l'espace est faible. Dès lors, la concentration des activités dans l'espace accroît l'efficacité productive et est donc assimilable à un progrès technique. La croissance et l'agglomération des activités s'entretiennent mutuellement. *L'agglomération des activités est source d'efficacité*. Ainsi, selon Krugman, le fédéralisme américain aurait conduit historiquement les États américains à se spécialiser dans un petit nombre d'activités, comme l'automobile à Détroit ou plus récemment l'informatique et les logiciels dans la Silicon Valley.

Les prédictions relatives à l'Europe des conclusions de ces premiers modèles ont laissé penser que la poursuite de l'intégration européenne conduirait inexorablement à un schéma centre-périphérie et exacerberait les différences de niveau de développement entre les zones Nord et Sud de l'Europe. L'intégration d'un certain nombre de PECO aux niveaux de revenu encore inférieur ne ferait alors qu'intensifier plus encore le phénomène de divergence tout en paupérisant davantage ces pays.

### **2.1. La singularité européenne : les échanges intra-branche et l'immobilité du travail**

Toutefois, l'histoire européenne présente des singularités persistantes qui conduisent à nuancer la probabilité de l'avènement d'un tel processus de polarisation

Ainsi, dès 1988, le rapport Ceccini a examiné les questions relatives à la localisation des activités productives en Europe. Il souligne la diversification croissante des économies européennes, basées sur une hausse significative du commerce croisé de produits similaires. Le rapport Emerson publié deux années plus tard abonde dans ce sens en signalant en outre la relative convergence macro-économique des pays européens sur longue période. Ces observations étaient pour le moins rassurantes quant à l'intégration monétaire. Elles allaient effectivement dans le sens d'une atténuation des risques de chocs asymétriques et d'accentuation des inégalités géographiques suite à une restructuration brutale des économies. L'ampleur du risque de concentration s'en trouverait alors atténuée. Ainsi, ces rapports chargés d'étudier *ex ante* les effets du marché unique avançaient l'hypothèse optimiste selon laquelle "l'UEM limitera les chocs à l'encontre d'un pays particulier". Cependant, toutes les études ne font pas état de cet optimisme.

En outre, les premiers modèles d'économie géographique s'appuient sur l'hypothèse de la mobilité de la main-d'œuvre et ne reflètent donc pas l'ensemble des spécificités liées à l'étude d'économies nationales<sup>1</sup>. En effet, exceptés les récents mouvements de l'Est européen vers l'Allemagne, les migrations intra-

---

<sup>1</sup> Pour une analyse plus détaillée du rôle joué par la mobilité de la main-d'œuvre dans ces modèles, se référer à Jennequin (2001).

européennes sont devenues extrêmement faibles. La prise en compte de cette immobilité permet de considérer l'existence d'écart salariaux entre les nations européennes (Venables, 1996 ; Krugman et Venables, 1995 ; Puga et Venables, 1997). Les conclusions des modèles font alors ressortir une tendance à la divergence pour des niveaux intermédiaires d'intégration, suivie d'un retour à la dispersion des activités pour une intégration avancée. En effet, l'accentuation des écarts de coûts salariaux entre le centre et la périphérie est source de gains potentiels suffisamment importants pour inciter les firmes des secteurs intensifs en main-d'œuvre à se délocaliser vers la périphérie. Dans ce contexte, l'aboutissement de l'intégration provoquerait non plus une concentration géographique des activités mais une divergence sectorielle dans la mesure où les activités intensives en technologie et en R&D se localiseraient au centre alors que les activités intensives en main-d'œuvre seraient délocalisées dans les zones périphériques.

### 2.3. Cercles vertueux de l'intégration : le rôle des IDE

Suivant les effets de l'intégration sur la spécialisation, la polarisation et les investissements directs étrangers reçus par les PECO, deux scénarios sont considérés quant au rattrapage des économies en transition<sup>2</sup>.

*Le scénario de la spécialisation inter-branche* : la possibilité de développer des échanges sur la base de différences de dotations factorielles peut constituer un piège, une trappe pour les pays dont les spécialisations reposent sur des secteurs traditionnels et intensifs en travail non qualifié. Au lieu de s'adapter aux conditions de compétitivité sur les marchés globaux, les pays pourraient être tentés de poursuivre l'exploitation des seuls avantages comparatifs. En outre, les effets de détournement de trafics liés à la régionalisation les y inciteraient plus encore et auraient comme conséquence de les enfermer dans leurs spécialisations traditionnelles (effet de *lock-in*).

*Le scénario du rattrapage et de l'intra-branche* : le processus de régionalisation (élargissement) qui regroupe des pays développés et des pays en développement peut créer des effets d'entraînement qui joueraient pleinement dans ce scénario, a fortiori dans le cas particulier des économies en transition. Ces économies sont à l'origine très industrialisées et disposent d'un stock de capital initial et d'infrastructures de transport et de télécommunication qui nécessitent toutefois une modernisation et une connexion au réseau des pays de l'UE. L'annonce (et la crédibilité de l'annonce<sup>3</sup>) de l'élargissement aux PECO

---

<sup>2</sup> Mouhoud (1997).

<sup>3</sup> Par exemple, l'annonce, dès le début des années 1980, de l'intégration de l'Espagne et du Portugal à la Communauté Européenne a orienté positivement les anticipations des opérateurs qui ont redéployé et augmenté leurs investissements directs dans ces deux pays avant même l'intégration effective en 1986. De telles anticipations peuvent également se produire pour certains PECO en raison de l'annonce de l'élargissement en 1997 de la CE aux pays formant le CEFTA.

peut influencer les anticipations des firmes dans leurs décisions d'installer des unités productives ou de réaliser des opérations de *joint-venture*, afin de bénéficier d'un avantage du type premier entrant dans la perspective de conquête des marchés locaux. Dès lors, le processus de rattrapage technologique et de convergence peut connaître une accélération et le développement des échanges intra-branche s'intensifier.

A ces deux scénarios correspondent des stratégies d'investissement à l'étranger distinctes de la part des firmes multinationales (FMN). Le scénario de la spécialisation inter-branche s'accompagne d'IDE dits de délocalisation ou verticaux s'intégrant dans une perspective de division internationale des processus de production. Les FMN répartissent leurs activités entre les pays en fonction des différents avantages comparatifs. Ainsi, elles établissent les étapes de la production les plus intensives en travail, comme les étapes d'assemblage, dans les pays où les coûts de la main-d'œuvre sont peu élevés. Ces implantations de filiales engendrent des importations de biens intermédiaires et des exportations de biens finals entre le pays d'origine et le pays d'accueil et des échanges intra-firmes importants. Dans la mesure où ces IDE sont motivés par des différences de dotations factorielles et approfondissent la division internationale du travail, leur impact peut se traduire par un renforcement des spécialisations de type inter-branche.

A l'opposé, on parle d'investissements directs horizontaux lorsque les firmes multinationales partent à la conquête de marchés locaux. Les firmes implantent plusieurs sites de production pour servir les marchés domestiques si elles peuvent réaliser des économies d'échelle entre ces différents sites du fait de l'existence d'avantages technologiques. Elles répondent alors à une demande de biens différenciés, se localisent à proximité des consommateurs et se développent davantage entre des pays dont les préférences sont similaires (Brainard, 1993 ; Markusen, 1995). Ces investissements, motivés par des considérations d'accès au marché ou à des technologies ou savoir-faire complémentaires de ceux de la firme, se produisent dans des secteurs à forte intensité technologique ou vers des biens non échangeables comme les services. A l'origine d'une plus grande variété de produits et d'une échelle de qualité plus étendue, ils contribuent à renforcer le caractère intra-branche, en particulier en différenciation verticale des échanges commerciaux (Fontagné, Freudenberg et Péridy, 1998).

La perspective de l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe de l'Est soulève la question du lien entre investissements directs internationaux et dynamique de la spécialisation internationale dans un cadre d'intégration régionale. L'appartenance à une zone régionale développée fait bénéficier au nouvel entrant d'un environnement favorable de nature à contrer le processus de divergence cumulative que rencontrent les pays moins développés dans le processus de globalisation. Cette hypothèse de convergence est mise en évidence

par certains tests empiriques (Hénin et Le Pen, 1995) et analysée dans certains modèles de croissance endogène en économie ouverte<sup>4</sup>. Le rattrapage technologique est facilité par l'existence, au niveau régional, d'économies d'échelle en particulier dans l'utilisation du capital humain. Les flux d'informations technologiques sont libérés dans la zone intégrée, le stock de connaissances disponibles pour les pays appartenant à la zone régionale est accru ce qui augmente le taux de croissance des pays moins développés technologiquement<sup>5</sup>. Les effets cumulatifs jouent alors davantage dans le sens de la convergence que dans celui de la divergence. Sur ce point, Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) montrent que les IDE affectent positivement le taux de croissance d'un pays si celui-ci dispose d'un stock de capital humain minimum.

#### **2.4. Le cas des PECO**

Plus récemment, d'autres modèles théoriques et travaux empiriques se sont intéressés au cas spécifique proposé par les perspectives d'élargissement à l'Est. Celles-ci font ressortir l'importance de l'ajustement structurel dans la phase de transition. L'intégration est alors considérée non seulement à travers la baisse des coûts de transaction, mais passerait aussi par un rattrapage des niveaux de productivité du travail des PECO. En effet, la passage à une économie de marché implique une organisation productive plus efficace, une concurrence accrue sur les marchés de biens et de facteurs au niveau national comme international (Forslid et al., 1999). Manzocchi et Ottaviano (2000) soulignent à cet effet que la rationalisation des coûts bureaucratiques et administratifs, la lutte contre la corruption, le meilleur respect des droits de propriété et la réallocation des ressources du public vers le privé devraient permettre d'accroître cette productivité, qui jouerait alors un rôle prépondérant dans la réussite de la transition des PECO. En effet, d'après leur modèle, une intégration croissante associée à une convergence des niveaux de productivité leur permettraient d'augmenter leur revenu national, d'attirer un flux croissant d'investissements dans les secteurs intensifs en capitaux et de modifier leur spécialisation internationale dans ces secteurs en attirant un nombre plus grand de firmes à rendements croissants.

Dans le même ordre d'idée et sur la base d'un modèle simulé, Forslid et al. (1999) estiment l'effet d'un accroissement de 5 % de la productivité en Europe de

---

<sup>4</sup> La plupart des auteurs qui étudient les liens entre croissance et commerce international dans le cadre des nouveaux modèles où le progrès technique est endogène arrivent à la conclusion que l'intégration économique d'un pays dans une grande zone accroît la croissance de ce pays et donc sa faculté de rattrapage (Krugman, 1979 et 1991 ; Romer, 1990).

<sup>5</sup> Si on intègre deux pays identiques, le stock de capital humain est doublé ce qui fait plus que doubler le taux de croissance car l'efficacité du capital humain croît avec sa taille (Riviera-Batiz et Romer, 1991).

l'Est<sup>6</sup>. Cette variation induirait une hausse de plus de 15 % du revenu réel pour les pays considérés, ce résultat s'amplifiant encore si l'on considère les effets induits sur l'investissement. De fait, le processus de transition caractérisé notamment par une productivité accrue dans ces pays pourrait s'avérer un remède efficace contre l'exclusion des PECO du centre économique européen lors des étapes intermédiaires d'intégration.

Néanmoins, un tel scénario idéal est conditionné par la suppression des inefficiences productives. Pour les pays qui n'auront pas réussi leur phase de transition, le scénario est plus sombre. En effet, l'écart de bien-être de ces nations relativement à la zone intégrée continuerait de se creuser. En outre, les investissements seraient redéployés vers la zone communautaire élargie tandis qu'on observerait une raréfaction du nombre de firmes à rendements croissants. On en arrive ainsi à une divergence absolue entre les pays en cours d'intégration et ceux restés à l'écart. Cette situation est particulièrement riche en enseignements pour l'étude des PECO. Les pays de la première vague dont la phase de transition sera réussie se verront offrir une opportunité non négligeable en intégrant la communauté. A l'inverse, les pays de la seconde vague et les suivants pourraient avoir à subir un impact négatif de l'intégration de leurs voisins avec des coûts d'ajustement structurel d'autant plus difficiles à surmonter. Leur intégration future dans l'UE pourrait alors être d'autant plus compliquée.

### **3. LES SPÉCIFICITÉS DE L'INTÉGRATION DES PECO DANS L'UE**

Quels sont les principaux faits stylisés concernant les conditions d'insertion des PECO dans l'UE qui sous-tendent l'évolution de leur spécialisation internationale ?

#### **3.1. Les échanges commerciaux avec l'UE**

Le début de la transition de ces pays vers des économies de marché est marqué par la mise en place de programmes de privatisation massive et de politiques de stabilisation macroéconomique. Ces dernières ont favorisé la réorientation du commerce de ces économies vers l'UE (tableau n° 1) parmi d'autres facteurs comme l'effondrement économique de l'ex-URSS ou la signature d'accords de libre-échange avec la Communauté Européenne (Chevalier et al., 1999). En 1998, près des deux tiers des exportations de ces pays sont dirigées vers les pays de l'UE contre un peu plus de la moitié en 1993. La Pologne fait exception avec des exportations initialement orientées très majoritairement vers les pays européens. A l'inverse, les exportations des pays des Balkans et Baltiques sont moins tournées vers l'UE mais leur réorientation est néanmoins très rapide. Ce phénomène de redéploiement des échanges est lié par ailleurs à la proximité géographique de ces pays avec l'Europe occidentale mais

---

<sup>6</sup> La zone considérée est composée des sept pays suivants : Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, Slovénie et République Tchèque.



également aux liens historiques et culturels étroits qui ont prévalu en particulier avec l'Allemagne qui devient rapidement le premier partenaire commercial des PECO.

**Tableau n° 1 : Part des exportations des PECO vers l'UE-15 (%)**

	1993	1996	1998
République Tchèque	51,50	57,79	63,45
Pologne	68,38	64,93	66,15
Hongrie	59,68	67,74	69,21
Estonie	51,64	60,49	55,51
Slovénie	63,47	65,26	65,07
Lettonie	57,16	75,03	65,42
Roumanie	41,31	52,13	61,50
Slovaquie	32,50	44,89	56,07
Bulgarie	33,27	42,28	48,88
Lituanie	35,81	41,07	40,36

Source : CEPIL-CHELEM, calcul des auteurs.

Toutefois, deux groupes de pays émergent : les pays d'Europe Centrale d'une part, les Balkans et les États Baltes d'autre part. Ces groupes correspondent globalement aux deux vagues d'adhésion décidées par l'UE. L'ouverture des négociations avec les pays candidats a concerné dans un premier temps la République Tchèque, la Hongrie, la Pologne, l'Estonie et la Slovénie et dans un deuxième temps la Bulgarie, la Roumanie, la Lettonie, la Lituanie et la Slovaquie<sup>7</sup>. Cette distinction sera récurrente dans la présentation des faits stylisés de ces économies.

### 3.2. Les perspectives de rattrapage économique et technologique

La perspective de l'adhésion à l'UE pose la question du rattrapage économique des PECO. En termes de PIB par tête, les pays candidats à l'adhésion apparaissent beaucoup plus en retard que ne l'étaient l'Espagne, le Portugal et la Grèce à la veille de leur entrée dans l'UE (tableau n° 2). La République Tchèque, de loin la plus avancée atteint près de 50 % du PIB par tête de l'UE-15, devant les autres pays de la première vague d'adhésion dont les niveaux de PIB par tête restent très proches, autour de 40 % de la moyenne européenne. De plus, aucun signe tangible de rattrapage n'est perceptible pour ces pays. A l'exception de la Pologne, les écarts de PIB par tête avec l'UE restent relativement stables. Pour les pays de la seconde vague d'adhésion, les différences de niveau de vie avec l'UE sont encore plus prononcées et l'absence de convergence encore plus nette. Pour la Bulgarie ou la Roumanie, l'écart a même tendance à se creuser sur la période récente. Ceci témoigne de la grande

<sup>7</sup> Celle-ci est exclue des premières négociations essentiellement pour des raisons politiques.

fragilité de leurs systèmes économiques et financiers et de l'échec des réformes engagées depuis dix ans (Sgard, 2000).

**Tableau n° 2 : Évolution du PIB par tête (\$ PPA) des PECO vis-à-vis de l'UE**

	1980	1985	1991	1995	1999
UE-9	1				
UE-10		1			
UE-15			1	1	1
Espagne		0,70	0,78	0,78	0,82
Portugal		0,55	0,68	0,69	0,73
Grèce	0,65	0,65	0,63	0,61	0,62
République Tchèque			0,51	0,52	0,48
Estonie			0,49	0,37	0,42
Pologne			0,30	0,34	0,38
Hongrie			0,36	0,35	0,37
Slovaquie			0,38	0,37	0,40
Lettonie			0,38	0,22	0,24
Bulgarie			0,25	0,24	0,20
Lituanie			0,31	0,18	0,20
Roumanie			0,19	0,19	0,15

Source : CEPII-CHELEM, calcul des auteurs.

**Tableau n° 3 : Salaires mensuels dans l'industrie  
(exprimés en \$, valeurs nominales)**

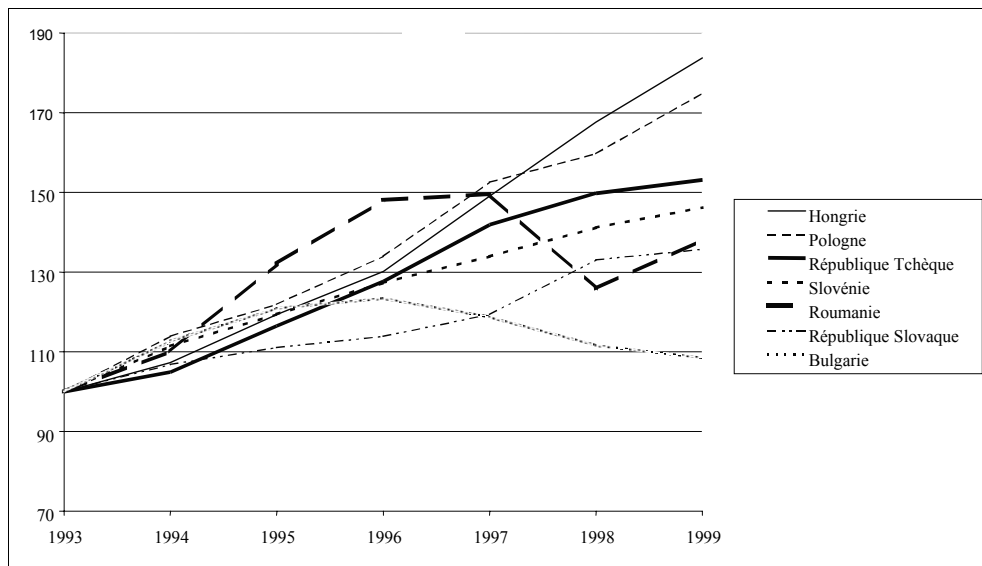
	1993	1999
Slovénie	552,04	792,68
Pologne	204,06	386,83
Hongrie	286,05	321,68
Rép. Tchèque	176,37	300,12
Estonie	81,52	297,55
Slovaquie	174,16	274,90
Lituanie	44,42	248,00
Lettonie	68,93	218,59
Bulgarie	124,32	112,56
Roumanie	94,45	107,40

Source : BIT, calcul des auteurs.

La question du rattrapage revêt un caractère particulier dans le cas des PECO. Il s'agit d'économies en transition et non d'économies sous-développées. Initialement très industrialisées, elles disposent de capacités de production importantes ainsi que d'une main-d'œuvre qualifiée abondante et peu chère. Comparée aux pays européens, la part de l'industrie dans les pays de l'Est se maintient à des niveaux élevés en particulier en République Tchèque et en Slovaquie, que ce soit en termes d'emploi ou de valeur ajoutée. Des écarts de salaire et de productivité caractérisent toutefois les PECO (tableau n° 3 et

graphique n° 1). Les pays de la première vague d'adhésion ainsi que la Roumanie sont ceux où les salaires sont les plus élevés et ceux qui connaissent les gains de productivité les plus importants. La Slovénie se distingue nettement avec des salaires deux fois plus élevés qu'en Pologne ou en Hongrie, tandis que les États Baltes ont vu leurs rémunérations s'accroître très rapidement. En Pologne et en Hongrie, les gains de productivité ont connu une progression constante et ont quasiment doublé entre 1993 et 1999 tandis que la Bulgarie et la Roumanie connaissaient une évolution en dents de scie.

**Graphique n° 1 : Évolution de la productivité industrielle des PECO  
(Base 100 en 1993)**



Source : BERD, calcul des auteurs.

Enfin, le stock de capital humain mesuré au sens de Barro et Lee (2000) par le nombre moyen d'années d'études de la population active s'avère très élevé et parfois supérieur à celui des pays européens (tableau n° 4). La qualité de cette main-d'œuvre reste toutefois inférieure aux pays avancés et en grande partie inadaptée à la concurrence internationale (BERD, 2000). De même, le niveau technologique mesuré par la part des dépenses de R&D totales dans le PIB demeure faible et tend à décroître en raison des difficultés budgétaires liées à la transition de ces économies (tableau n° 5). Toutefois, l'intégration régionale et les entrées d'investissements directs peuvent faciliter la réallocation et la modernisation de ce capital physique et humain.

**Tableau n° 4 : Stock de capital humain des PECO  
(nombre moyen d'années d'éducation)**

Nombre moyen d'années d'éducation	1990	1995	2000
Pologne	9,6	9,73	9,9
Bulgarie	9,26	9,51	9,74
Roumanie	9,24	9,34	9,51
République Tchèque	9,39	9,29	9,46
Slovaquie	9,07	8,99	9,19
Estonie	9,17	-	-
Hongrie	8,71	8,52	8,81
Slovénie	6,94	7,2	-
Moyenne UE	8,07	8,43	8,75
Grèce	7,66	8,05	8,51
Espagne	6,09	6,62	7,25
Portugal	4,33	4,54	4,91

Source : Barro et Lee ( 2000).

**Tableau n° 5 : Dépenses de R&D en proportion du PIB (%)**

Pays	1995
République Tchèque	0,90
Pologne	0,63
Hongrie	0,64
Espagne	0,73
France	2,05
Allemagne	1,86
Italie	0,86
Portugal	0,44
Grèce	0,40
Irlande	1,14
Royaume Uni	1,84

Source : OCDE.

Si la part de l'industrie dans les économies des PECO reste importante, l'accroissement de la part des services dans la valeur ajoutée témoigne d'un processus de convergence de la part des PECO à l'instar de celui connu par les pays les moins avancés de l'UE comme le Portugal ou la Grèce (Midelfart-Knarvik et al., 2000). Dans les pays de la première vague, la part des services représente en 1998 plus de 60 % de l'emploi dans les pays les plus avancés dans la transition (Hongrie, République Tchèque) ce qui est supérieur aux pays du sud de l'UE et les rapproche des pays du noyau dur (Landesmann, 2000). A l'opposé, les emplois de services représentent 48 % du total en Bulgarie et 35 % en Roumanie. De plus, cette part s'est nettement accrue tandis que dans les pays où les services étaient initialement peu développés, l'augmentation a été plus modeste. Les activités de services, constituées en grande partie de biens non

échangeables, sont beaucoup plus dispersées que les secteurs industriels, leur développement peut donc être perçu comme un frein à la dynamique de spécialisation.

### **3.3. Le rôle des IDE dans le processus de rattrapage et de transformation de la spécialisation internationale : éléments empiriques**

Dans le cas des PECO, on peut observer un effet des entrées d'IDE contribuant à l'évolution de la spécialisation vers un scénario de type intra-branche en formant des zones de libre échange et en se préparant à intégrer l'UE (Hongrie, Pologne, République Tchèque et, dans une moindre mesure, Slovénie et République Slovaque). Dans le cas des pays de la seconde vague d'adhésion comme la Bulgarie ou la Roumanie, la croissance reste faible et les structures économiques et financières particulièrement fragiles (Sgard, 2000). Les investissements directs se font par le biais de deux moyens essentiels spécifiques. D'une part les firmes étrangères participent aux opérations de privatisation des grandes sociétés existantes à travers des accords de *joint-venture* avec des firmes locales. Tout en partageant les risques liés à la rentabilité future des investissements, les firmes étrangères se trouvent en bonne position pour conquérir les marchés locaux. Elles apportent leurs savoir-faire et leurs structures de management ce qui permet de faciliter la transition vers des structures modernes. Le deuxième type d'IDE n'est pas nécessairement lié aux privatisations mais se réalise aussi, dans une large partie des cas, par le moyen des *joint-venture* ou des accords de coopération. Or cette forme d'IDE est la forme la plus répandue depuis le début des années 1980, y compris dans le processus de globalisation (recul des formes traditionnelles de création de filiales à 100 %). Les PECO s'insèrent donc d'emblée dans les nouvelles formes d'IDE qui en principe facilitent le transfert de la technologie et du savoir-faire.

#### **3.3.1. Les IDE dans les économies des PECO**

Les investissements directs étrangers présentent déjà des potentialités non négligeables en termes d'effets sur la structure des emplois et de dynamique de la spécialisation internationale. Les IDE représentent un poids important dans les économies des PECO : les flux cumulés entre 1994 et 1998 représentent en moyenne près de 15 % du PIB (tableau n° 6). A titre de comparaison, la progression des IDE a été beaucoup moins forte dans les économies du Sud de l'Europe.

Provenant essentiellement des autres pays européens, les IDE se concentrent dans trois pays : Pologne, République Tchèque et Hongrie (tableau n° 7). A eux trois, ils regroupent plus des trois quarts des entrées d'investissements en Europe Centrale et Orientale. Dans l'Union Européenne, la taille du marché et la faible distance géographique des pays entre eux constituent des déterminants essentiels des IDE intra-zone (Dupuch, 2000). Concernant les

**Tableau n° 6 : Flux cumulés des IDE 1994-1998 en pourcentage du PIB**

	IDE/PIB
Lettonie	27,18
Estonie	27,15
Hongrie	25,80
République Tchèque	15,98
Lituanie	14,29
Pologne	13,39
Slovaquie	13,08
Bulgarie	10,99
Roumanie	10,29
Slovénie	5,91
Peco-10	14,94
Portugal	8,20
Espagne	7,34
Grèce	3,93

Source : FMI, calcul des auteurs.

**Tableau n° 7 : Répartition des IDE vers les PECO (flux cumulés 1994-1999)**

	Flux cumulé 1994-1999 (USD m)	Répartition (en %)
Pologne	28 575	38,62
Hongrie	14 091	19,05
République Tchèque	13 995	18,92
Roumanie	5 310	7,18
Slovaquie*	2 817	3,81
Bulgarie	2 153	2,91
Lituanie	2 023	2,73
Lettonie	2 001	2,70
Estonie	1 718	2,32
Slovénie	1 304	1,76
PECO-10	73 987	100

\* données de stock.

Source : FMI, calcul des auteurs.

PECO, la proximité des pays de la première vague avec le centre de l'UE et les perspectives d'accès au marché en font des localisations particulièrement attractives pour les investissements étrangers (Lima, 2000). Les structures industrielles et technologiques et l'annonce de deux phases d'adhésion distinctes ont également contribué à cette répartition pour le moins inégalitaire. En outre, la dimension risque-pays est un aspect primordial dans la décision des investisseurs, la fragilité des économies des Balkans et la lenteur des réformes

contribuent à décourager les investisseurs, les IDE se sont donc concentrés dans les pays les plus avancés dans la transition tout en contribuant de manière endogène à leur restructuration et leur modernisation et à la réduction du risque-pays (Bevan et Estrin, 2000).

### 3.3.2. Répartition sectorielle des IDE

Les données sectorielles d'IDE dans les PECO restent relativement rares. Les travaux empiriques sur la répartition sectorielle des IDE ont donc essentiellement porté sur des données issues d'échantillons de firmes. Toutefois, les estimations de la CNUCED sur cinq pays montrent que les IDE se dirigent majoritairement vers les services dans les pays les plus avancés dans la transition (République Tchèque, Hongrie et Slovénie) mais vers l'industrie et les secteurs traditionnels en Pologne et en Roumanie (tableau n° 8). Une divergence forte émerge donc à nouveau entre les PECO eux-mêmes.

**Tableau n° 8 : Répartition du stock d'IDE par secteurs industriels (en %)**

1997	République Tchèque	Hongrie	Pologne	Slovénie	Roumanie
<b>Secteur primaire</b>		<b>2</b>	<b>2</b>		<b>6</b>
Agriculture, chasse, sylviculture et pêche		1	0		2
Mines, extraction et pétrole		1	2		4
<b>Secteur secondaire</b>	<b>38</b>	<b>39</b>	<b>61</b>	<b>30</b>	<b>53</b>
Agroalimentaire, boissons, tabac	16	9	21	2	14
Textiles, cuir, habillement,		2	3		4
Bois, papiers, imprimés		3	5	7	2
Chimie, produits chimiques, coke et produits pétroliers	8	8	5	6	5
Biens minéraux non métalliques		3	6	2	6
Métallurgie, biens métalliques		2	1		1
Machines et biens d'équipement		12	17	5	14
Machines et appareils électriques	1				3
Automobile	13				3
Non ventilés		0	3	7	
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>45</b>	<b>59</b>	<b>38</b>	<b>55</b>	<b>35</b>
Distribution d'eau et d'électricité	4	14		14	
Bâtiment	1	4	5		1
Commerce de gros, distribution	9	12	6	11	16
Hôtels et restaurants		2			4
Transport, Télécommunications	18	8	5		4
Finance (banques, assurances)	9	9	21	17	5
Location, Immobilier, Services financiers	3	8		13	4
Administration publique, santé et services sociaux		2	0		1
Non ventilés	17			15	6

Source : UNCTAD.

Les données d'enquête confirment cette disparité. Resmini (2000) utilise une base de données spécifique construite à partir d'une enquête portant sur 3000 opérations d'investissement direct effectuées par les firmes européennes dans l'industrie. Dans cet échantillon, les IDE vers l'industrie représentent 65 % du

total. Les différents secteurs sont répartis selon la classification proposée par Pavitt (1984). Ainsi, les investissements directs se concentrent dans les secteurs à rendements croissants (48 %) et dans les secteurs traditionnels (44 %). Peu d'IDE s'orientent vers les secteurs de haute technologie, toutefois, ils vont en s'accroissant et proviennent le plus souvent d'investisseurs non européens. Sur des données issues des Banques Centrales, nos calculs pour la République Tchèque et la Slovénie montrent une répartition plutôt similaire des IDE entre les différents secteurs (tableau n° 9).

**Tableau n° 9 : Répartition des IDE par secteurs industriels - classification de Pavitt (1984)**

	Slovénie (1993)	Slovénie (1999)	République Tchèque (1998)
Secteurs traditionnels	11,43	16,04	29,57
Secteurs à fortes économies d'échelle	68,97	65,07	45,86
Secteurs spécialisés	18,25	17,66	24,62
Secteurs basés sur la connaissance	1,43	2,33	0,79
Secteurs industriels (% des IDE totaux)	45,26	46,93	43,97

Source : *Bank of Slovenia, Czech National Bank, calcul des auteurs.*

La majeure partie des investissements se concentre en République Tchèque (24 %), Pologne (27 %) et Hongrie (22 %) mais dans des secteurs différents : secteurs intensifs en économies d'échelle en République Tchèque, secteurs traditionnels pour la Pologne, secteurs "high-tech" pour la Hongrie. Ces trois pays représentent 82 % des investissements dans les secteurs high-tech où l'engagement financier est beaucoup plus important, la dimension risque-pays, la stabilité du pays en termes macroéconomiques et institutionnels est un déterminant beaucoup plus fort encore dans ces secteurs (Resmini, 2000).

### **3.3.3. IDE et spécialisation internationale**

De ce point de vue, certains pays en attirant des FMN dans des secteurs à rendements croissants seraient susceptibles de connaître un scénario de rattrapage rapide, par contre les pays les moins avancés dans la transition resteraient enfermés dans un schéma de spécialisations traditionnelles. Néanmoins, la répartition entre les deux logiques d'IDE (délocalisation ou accès au marché) dans les pays de l'Est reste indéterminée. D'une part, l'avantage coût dont disposent les pays de l'Est les rend attractifs à des délocalisations par sous-traitance internationale ou par investissements directs : dans le cas des secteurs intensifs en main-d'œuvre non qualifiée (segments d'assemblage dans l'habillement, le cuir, la chaussure, le matériel électrique) les opérations de sous-traitance en direction des PECO se sont accrues depuis leur ouverture,



principalement sous la forme du trafic de perfectionnement passif<sup>8</sup>. Ces opérations ont en effet eu un rôle important dans la montée en puissance de leurs exportations manufacturières vers l'Union Européenne (Chevalier et al. 1999). Toutefois, cet avantage coût apparaît transitoire dans les anticipations des investisseurs et décroît au fur et à mesure de la transition (Resmini, 2000), singulièrement dans le cas des pays de la première vague.

D'autre part, la faiblesse de la demande solvable peut constituer une barrière aux investissements de type accès au marché (Szanyi, 2000) mais la progression du pouvoir d'achat et la perspective de l'élargissement rendent là encore cet aspect transitoire. Cependant, en supposant que les secteurs dans lesquels une part importante des ventes des firmes étrangères est exportée attirent davantage d'IDE de délocalisation, Eltetö (1998) conclut qu'environ 40 % des IDE en Hongrie répondraient à cette stratégie tandis que 60 % répondraient à des considérations d'accès au marché. Plus récemment, Aussilloux et Pajot (2001) montrent que les investissements français dans les PECO appartiennent à des secteurs pour lesquels la France possède des avantages comparatifs à l'exception notable de la Roumanie et de la Turquie où les IDE obéiraient plutôt à des stratégies de délocalisation.

Dès lors, ces IDE contribuent à la transformation des spécialisations sectorielles et à leur montée en contenu en R&D et en travail qualifié. Malgré la faiblesse des dépenses de R&D (dépenses totales de R&D/PIB), certains PECO qui disposaient déjà d'un système national d'innovation sont en train de passer des spécialisations de basse technologie à des secteurs de moyenne voire de haute technologie. En 1996, les PECO se positionnent essentiellement sur des produits de bas et de milieu de gamme mais des différences fortes caractérisent la structure des exportations de ces pays : 44 % des exportations en Hongrie et 73 % en Roumanie sont constituées de biens de bas de gamme tandis que la part des biens de haut de gamme varie de 31 % en Slovaquie et 28 % en Hongrie à 8 % en Roumanie. En évolution, seuls les pays d'Europe Centrale voient progresser les exportations de biens de haut de gamme, ce qui s'oppose à l'hypothèse d'un enfermement dans les spécialisations actuelles pour les pays d'Europe Centrale (Freudenberg et Lemoine, 1999).

Toutefois, les transferts de technologie sont conditionnés par la capacité d'absorption des PECO. Pour certains pays, les IDE se concentrent dans les secteurs traditionnels. En revanche, pour ceux qui disposent d'un stock de capital physique et humain – bien qu'inadapté – et d'infrastructures techniques, de transport et de télécommunications, les IDE par les grandes firmes occidentales

---

<sup>8</sup> Clause tarifaire du régime douanier européen consistant à ne taxer les produits importés après exportations préalables de composants que sur la valeur ajoutée (taxation différentielle) : ces données permettent de mesurer en partie les opérations de délocalisation par sous-traitance internationale.

se sont accrus dans ce type de secteurs producteurs d'externalités, dont les retombées sur les transferts de connaissances et par conséquent sur la croissance et la compétitivité sont importantes. Le rattrapage technologique peut s'effectuer par court-circuitage (on saute les étapes lourdes d'investissements en R&D pour s'accrocher d'emblée aux nouvelles technologies de procédés et de produits existantes), ce qui accélère la convergence.

Les résultats de l'enquête sur les IDE en République Tchèque (Kinoshita, 2000) montrent que l'effet de la R&D sur la croissance de la productivité n'est pas lié aux capacités d'innovation mais est essentiellement un effet indirect reposant sur la capacité d'absorption (Cohen et Levinthal, 1989). L'importance des *spillovers* consécutifs aux IDE varie selon les secteurs. Ceux-ci sont particulièrement significatifs dans les secteurs machines électriques et électroniques, à l'opposé aucun effet significatif n'apparaît dans les secteurs agro-alimentaires et minéraux non métalliques malgré la présence des firmes multinationales.

#### **3.4. Les migrations des PECO vers l'Union Européenne**

Si les mouvements migratoires intra-européens continuent leur baisse historique, l'ouverture des frontières des PECO après la transition a pu faire craindre un afflux massif de population vers l'Europe de l'Ouest. Qu'en est-il réellement ? Assisterait-on d'un côté à des mouvements migratoires quasi nuls entre les pays de l'UE et de l'autre côté à un mouvement asymétrique Est-Sud ? Ces flux d'émigration concernent-ils en particulier les pays candidats à l'élargissement que nous étudions et seront-ils à même de jouer un rôle dans l'accélération de la polarisation des activités vers le centre de l'Europe ?

Il semble que les craintes de déplacements massifs de populations des PECO vers l'Ouest ne soient pas justifiées. Bien que les flux d'émigration n'aient pas cessé, des mouvements de retour de personnes ayant des liens familiaux avec les pays d'accueil persistent dans certains PECO. Certains PECO jouent aujourd'hui le rôle d'une zone tampon entre les autres pays de l'Est et les pays de l'UE et constituent parfois un véritable pôle migratoire (OCDE, 2001). Dans ces pays, le solde migratoire est devenu positif depuis quelques années.

Les années 1980 ont été marquées par un exode massif de Polonais (300 000 entre 1980 et 1989) en Allemagne (60 %) et aux États-Unis. En outre l'émigration clandestine s'est aussi développée (500 000 environ). Les retours vers l'Allemagne de personnes d'origine ethnique allemande et des demandeurs d'asile avaient marqué ce processus. L'Allemagne et les États-Unis restent les principaux pays d'accueil des migrations originaires des PECO (liens historiques). Après l'ouverture des frontières, les migrations Est-Ouest déterminées par des facteurs économiques ont augmenté. Toutefois, les mouvements d'ampleur importante n'ont concerné que l'Allemagne comme pays d'accueil. Concernant les migrations de travailleurs, l'emploi de ressortissants

des PECO dans les pays de l'OCDE n'a pas augmenté de façon significative sauf dans le cas de l'Allemagne. Ces flux de migration Est-Ouest qui se sont largement polarisés sur l'Allemagne se sont réduits dès le début des années 1990. Cette émigration a vite pris un caractère temporaire en raison des politiques restrictives des pays d'accueil de l'UE<sup>9</sup>. Les migrations temporaires de travailleurs se développent à la fois vers l'Ouest et entre les pays de l'Est eux mêmes. Les Polonais sont les premiers concernés par ces mouvements temporaires essentiellement en direction de l'Allemagne et de l'Autriche et dans une moindre mesure en France et en Suède. La République Tchèque se distingue par le fait qu'elle accueille aussi des migrations temporaires de main-d'œuvre en provenance de la Pologne et des autres PECO. L'émigration à partir de la République Tchèque s'est fortement réduite et l'immigration est significative. Comme l'Espagne naguère, la République Tchèque est devenue un pays d'immigration avant son intégration effective à l'Union Européenne. Les flux migratoires des PECO vers l'UE correspondent désormais à un processus d'intégration régionale limité à des régions frontalières et réglementé par des accords bilatéraux (principalement entre l'Allemagne et la Pologne ou entre l'Autriche d'une part et la Hongrie ou la République Slovaque d'autre part).

Au final, les PECO se répartissent en deux groupes distincts qui correspondent quasiment aux deux vagues d'adhésion définies par les perspectives d'élargissement à l'UE. D'une part, les pays d'Europe Centrale et l'Estonie apparaissent comme les plus avancés dans la transition. Malgré un retard persistant des niveaux de vie, ils se fondent désormais sur des économies de marché en état de fonctionnement avec des capacités de production importantes bénéficiant de gains de productivité et d'une main-d'œuvre encore peu chère et qualifiée. Leur proximité géographique avec l'UE a favorisé le redéploiement de leurs échanges et leur insertion dans les réseaux de production européens. En outre, la tendance des migrations de ces pays vers l'UE s'est réduite dans les années 1990, après avoir connu une intensification principalement en direction de l'Allemagne (cas des migrants polonais) et est devenue davantage une migration temporaire. La République Tchèque est quant elle devenue un pays d'immigration. Il est donc probable que ces pays s'inscriront dans la tendance à la faible mobilité du travail intra-européenne lorsqu'ils seront intégrés à l'UE. D'autre part, les Balkans et les États Baltes accusent un retard très important vis-à-vis de l'UE. De plus, les flux de migration vers les pays de la première vague proviennent essentiellement de ces pays. Malgré des structures proches des pays d'Europe Centrale (industrialisation, capital humain), la lenteur des réformes engagées conduit à une relative stagnation de ces économies et à un retard croissant par rapport aux pays plus avancés dans la transition.

---

<sup>9</sup> Ainsi le nombre total d'entrées d'immigrés polonais en pourcentage du total des flux d'immigration décroît depuis 1991, au Danemark, en France, au Royaume Uni, aux Pays Bas et en Suède.

Dans ces conditions, quelle géographie économique de l'Europe peut se dessiner en termes de concentration et de spécialisation compte tenu de la situation actuelle de ces pays et de l'expérience européenne ?

#### **4. LA MÉSURE DE LA POLARISATION ET DE LA SPÉCIALISATION DES PECO ET COMPARAISON AVEC LES AUTRES PAYS DE L'UE**

Que disent les principaux travaux empiriques sur les effets de l'intégration européenne sur la localisation des activités et la spécialisation des nations et/ou des régions ? Deux axes caractérisent la répartition des activités dans l'espace. L'axe géographique ou de répartition spatiale peut se résumer à une échelle d'agglomération ou de dispersion selon que l'activité est répartie plus ou moins équitablement sur le territoire. Symétriquement, l'axe économique tente de décrire la structure productive au sein d'un territoire sur une échelle unique, qui est celle de la spécialisation. Une zone géographique est dite spécialisée si un secteur ou un petit nombre de secteurs économiques concentre l'essentiel des activités. Dans cette section, différents indicateurs d'agglomération et de spécialisation sont appliqués au cas européen. On s'intéresse plus particulièrement aux évolutions connues par les pays d'Europe du Sud afin d'apprécier l'effet de l'élargissement sur les économies des PECO.

##### **4.1. Une concentration des activités accrue en Europe**

Dans sa brève étude empirique, Krugman (1991) compare la concentration de quatre secteurs en Europe et dans quatre régions américaines et conclut que les activités industrielles aux États-Unis sont nettement plus concentrées qu'en Europe. Les processus d'agglomération/dispersion suivent cependant des évolutions contraires. Tandis que les États-Unis montrent une tendance à la dispersion depuis l'immédiat après-guerre, les pays de l'Union Européenne voient leurs activités se concentrer. Par la suite, plusieurs études se sont appliquées à mesurer de manière plus rigoureuse la concentration géographique des industries européennes (tableau n° A.1 en annexe).

La majorité des travaux s'accordent pour mettre en avant une concentration industrielle accrue au cours des dernières décennies. Ainsi Brühlhart et Torstensson (1996) considérant 18 secteurs industriels dans 11 pays européens notent un accroissement de la concentration dans 14 secteurs au cours des années 80. Amiti (1998, 1999) avec une nomenclature un peu plus fine obtient des résultats similaires : 17 industries sur un total de 27 présentent une concentration accrue et seulement 6 connaissent une dispersion plus prononcée. Dupuch et Jennequin (2001), relèvent un accroissement de la concentration sur la période 1971-1994, toutefois plus prononcé dans les dernières années. 10 secteurs sur les 19 considérés ont connu une concentration accrue tandis que 4 se sont dispersés (voir tableau n° 10).

Tableau n° 10 : Indices de Gini géographique

Secteur <sup>10</sup>	1971-74	1978-81	1985-88	1991-94	Taux de croissance 1971-94	Rendements*
311	0,201	0,183	0,202	0,185	0,000 (0,34)	CRS
313	0,153	0,191	0,173	0,168	0,008 (4,86)	CRS
314	0,261	0,278	0,339	0,362	0,019 (17,26)	IRS
321	0,174	0,206	0,243	0,253	0,021 (19,27)	IRS
322	0,086	0,138	0,216	0,350	0,068 (36,41)	IRS
324	0,248	0,269	0,334	0,470	0,029 (10,84)	CRS
331	0,216	0,248	0,245	0,239	0,009 (6,74)	CRS
332	0,183	0,121	0,119	0,174	-0,017 (-2,65)	?
341	0,137	0,156	0,156	0,157	0,008 (8,17)	IRS
342	0,161	0,184	0,213	0,236	0,019 (22,35)	IRS
351	0,083	0,082	0,086	0,088	0,004 (1,53)	IRS
355	0,082	0,116	0,133	0,160	0,034 (20,87)	CRS
356	0,103	0,093	0,088	0,124	-0,001 (-0,15)	IRS
361	0,195	0,192	0,189	0,164	-0,004 (-4,45)	CRS
371	0,154	0,145	0,141	0,127	-0,007 (-5,41)	IRS
381	0,088	0,064	0,083	0,067	-0,004 (-1,28)	CRS
382	0,164	0,154	0,150	0,156	-0,005 (-4,13)	CRS
384	0,108	0,089	0,109	0,129	0,006 (1,76)	IRS
385	0,165	0,201	0,220	0,205	0,013 (3,25)	IRS

\* classification issue de Brülhart et Trionfetti (1999) ; t de Student entre parenthèses.  
Source : calcul des auteurs.

En outre, des écarts sectoriels importants subsistent. En premier lieu, les industries traditionnelles intensives en travail peu qualifié apparaissent beaucoup plus concentrées et connaissent la plus forte hausse. Initialement dispersés, ces secteurs ont eu tendance à se concentrer vers les pays périphériques à bas

<sup>10</sup> Classification des secteurs dans le tableau A.3. en annexe.

salaires. Cette augmentation est conforme aux conclusions des modèles d'économie géographique avec immobilité du travail dans lesquels le processus d'intégration provoque un retour des secteurs intensifs en main-d'œuvre vers les pays périphériques. Deuxièmement, les secteurs intensifs en technologie apparaissent comme les moins concentrés même si l'agglomération s'accroît depuis 1980. Troisièmement, les secteurs initialement soumis à des barrières non tarifaires élevées présentent des niveaux élevés de concentration à toutes les périodes avec une progression notable au début des années 90. En d'autres termes, ces secteurs sont beaucoup plus sensibles aux changements induits par la dernière phase de l'intégration régionale conformément aux effets théoriques d'une réduction des coûts de transaction sur l'agglomération. Enfin, les secteurs intensifs en économies d'échelle ne sont ni concentrés ni dispersés (Brülhart, 2000a). Or, d'après le message théorique, on pourrait s'attendre à une forte concentration géographique des industries à rendements croissants. La dernière colonne du tableau n° 10 reprend la classification retenue par Brülhart et Trionfetti (1999) et indique si un secteur a des rendements constants (CRS) ou croissants (IRS). Parmi les industries plus concentrées, 6 sont IRS et 4 sont CRS. Aucun schéma de concentration tangible n'émerge donc selon ce critère. Dans le même temps, certains secteurs à faibles économies d'échelle ont vu croître leur concentration au cours de la période, en particulier dans les pays périphériques. Ces secteurs sont caractérisés par une forte intensité en main-d'œuvre peu qualifiée, il est donc naturel qu'ils réagissent particulièrement bien aux écarts de coûts salariaux puisque les avantages à s'agglomérer suite à la baisse des coûts de transaction sont bien moindres lorsque les économies d'échelle sont faibles.

En complément de ces analyses descriptives, les études économétriques des déterminants de la concentration permettent d'identifier les principales forces d'agglomération et leur importance relative. Cette identification renvoie directement aux attentes des différentes théories. Ainsi, pour l'ensemble des travaux économétriques, les forces d'agglomération divergent selon que les secteurs sont intensifs en main d'œuvre, en technologie, sensibles aux relations input-output ou aux économies d'échelle.

Premièrement, l'intégration régionale a eu pour effet de localiser les secteurs intensifs en main-d'œuvre en fonction des avantages comparatifs, comme le prévoit la théorie traditionnelle (Haaland et al., 1999). Associé à la spécialisation plus marquée des pays périphériques dans les secteurs traditionnels, ce résultat justifie les thèses de l'économie géographique, à savoir une relocalisation de ces industries vers les pays à bas salaires. Amiti (1999) explique la concentration industrielle par les écarts d'intensité factorielle, les économies d'échelle et la proportion de biens intermédiaires. Seuls les deux derniers apparaissent de manière significative ce qui semble accréditer les conclusions des NTCI et de la NEG mais infirmer la théorie traditionnelle. Cependant, ce résultat tient au fait qu'elle n'incorpore que cinq pays européens situés au centre. Par conséquent, contrairement à la périphérie, les économies

d'échelle et les relations input-output constituent les principaux déterminants de l'agglomération dans les pays du centre. L'effet taille de marché constitue une force prépondérante dans le choix de localisation des entreprises : la variable représentée par les débouchés ressort comme la plus significative chez Haaland et al. (1999). Ce résultat appuie non seulement les NTCI (*home market effect*), mais également les relations d'entraînement amont issues de la NEG (*backward linkages*). Parallèlement, l'existence et l'impact des relations d'entraînement aval ont été démontrés. Ainsi, plus une industrie utilise des biens intermédiaires, plus elle s'agglomère. Avec l'intégration régionale, ces mécanismes ont vu leur intensité se renforcer. La causalité cumulative formée par ces deux forces centripètes a donc représenté un facteur de concentration, comme attendu par les modèles d'économie géographique.

En résumé, l'accroissement de la concentration industrielle traduit un approfondissement des disparités entre les pays européens en particulier entre un centre où se concentrent des activités à rendements croissants et intensives en biens intermédiaires et une périphérie de plus en plus spécialisée dans des activités intensives en main d'œuvre. Les pays intégrés au cours des années 80, en particulier le Portugal et la Grèce en concentrant des secteurs traditionnels n'ont pas su adapter leurs structures industrielles pour opérer un rattrapage vers le noyau dur de l'UE. Ceci peut constituer un exemple pertinent pour l'intégration des PECO. En constituant une nouvelle périphérie et en disposant de coûts inférieurs, vont-ils attirer des activités intensives en main-d'œuvre et renforcer les spécialisations existantes ou bien sauront-ils profiter de leur proximité géographique avec l'Europe et d'un marché élargi pour développer une spécialisation reposant sur des secteurs intensifs en capitaux et en technologie ? Quelle est aujourd'hui l'intensité de la spécialisation des PECO et quel scénario peut-on privilégier (spécialisation de type inter ou intra-branche) sur la base de l'expérience européenne et de la structure économique des PECO à la veille de leur adhésion à l'UE ?

#### **4.2. Une spécialisation européenne faible mais croissante**

En 1991, Krugman a comparé les niveaux de spécialisation européens et américains. Il en ressort le résultat d'une plus grande spécialisation des quatre zones américaines considérées comparées aux quatre plus grands pays européens. Les structures productives de ces derniers sont ainsi relativement proches les unes des autres. L'étude de Krugman ne constitue cependant qu'une première approche. Les travaux plus récents dégagent un certain nombre de résultats (tableau n° A.2.) et malgré des méthodologies différentes, un résultat général apparaît.

La spécialisation européenne reste relativement faible mais s'est indéniablement accrue depuis les années 70. Les grands pays (France, Royaume Uni, Italie et dans une moindre mesure l'Allemagne) apparaissent comme les

moins spécialisés tandis que les pays périphériques comme le Portugal ou la Grèce montrent une forte spécialisation de leur industrie. Cependant, la tendance à la hausse n'est pas linéaire, que ce soit en moyenne globale ou pour chaque pays pris individuellement. Ainsi, la décennie 1970 est marquée par un déclin moyen de la spécialisation (Amiti, 1999 ; Midelfart-Knarvik et al., 2000). Ce déclin est plus particulièrement marqué pour des pays tels que l'Espagne, la Finlande, l'Irlande, le Portugal, la Suède ou encore le Royaume-Uni, ce qui laisse supposer que l'entrée dans la zone européenne influe sur le niveau de la spécialisation. En effet, tous ces pays sont encore en dehors de la CEE ou en passe d'y accéder comme la Grande-Bretagne. A l'inverse, les pays les plus intégrés ont connu une déspecialisation moins forte dans les années 70.

**Tableau n° 11 : Indice de spécialisation en emploi de l'UE, de la Hongrie et de la Pologne**

Pays	1971-1974	1980-1983	1988-1991	1992-1994
Portugal	0,640	0,587	0,703	0,720
Grèce	0,503	0,582	0,630	0,623
Danemark	0,336	0,398	0,448	0,458
Irlande	0,574	0,475	0,408	0,393
Allemagne	0,313	0,303	0,389	0,391
Finlande	0,463	0,428	0,383	0,388
Suède	0,356	0,341	0,376	0,377
Pays Bas	0,330	0,381	0,394	0,367
Espagne	0,375	0,268	0,288	0,304
Autriche	0,256	0,246	0,237	0,262
Italie	0,217	0,234	0,259	0,246
France	0,146	0,136	0,154	0,185
Royaume Uni	0,178	0,155	0,152	0,179
UE	0,361	0,349	0,371	0,376
Hongrie			0,361*	0,411
Pologne			0,314*	0,344

*Données d'emploi UNIDO, moyennes mobiles. \* Moyenne calculée pour la période 1989-91.*

*Source : calcul des auteurs.*

A partir de 1980, les indices soulignent au contraire un accroissement de la spécialisation moyenne qui se poursuit encore aujourd'hui. Cependant, l'augmentation n'est pas suscitée par les mêmes pays. Le Portugal, l'Espagne, l'Allemagne et la Grèce connaissent une hausse marquée de leur spécialisation. Ainsi, les entrants des années 1980 figurent parmi les pays qui se sont le plus spécialisés. De même, les trois pays qui ont intégré l'Union monétaire en 1995 (Autriche, Suède, Finlande) apparaissent comme ceux qui ont connu la hausse la plus prononcée (Midelfart-Knarvik et al., 2000). L'intégration de nouvelles nations joue donc un rôle moteur dans le processus de spécialisation. Pourtant, ce phénomène ne se retrouve pas forcément dans les années 70 : ni l'Irlande, ni la



Grande-Bretagne n'ont connu un accroissement de leur spécialisation. Pour la Grande-Bretagne, ce pays était déjà relativement proche des pays du noyau dur de l'UE, si bien que l'adhésion n'a pas modifié outre mesure l'évolution de sa spécialisation.

Cependant, les travaux existants se limitent à l'analyse de l'UE sans poser la question de l'élargissement à l'Est. Notre évaluation se propose de mesurer également la spécialisation des PECO. Nous appliquons l'indice de spécialisation de Krugman<sup>11</sup> aux pays de l'UE<sup>12</sup> ainsi qu'à la Pologne et à la Hongrie à partir de données d'emploi UNIDO sur la base de 23 secteurs (tableau n° 11).

Globalement, nos résultats sur l'UE montrent une spécialisation relativement faible et disparate. Les pays du noyau dur sont les plus diversifiés tandis que les États-membres les moins avancés (Portugal et Grèce) apparaissent comme les plus spécialisés. En évolution, la mise en place du marché unique implique un accroissement des disparités dans les structures industrielles des pays. De nouveau, les pays sont affectés différemment selon qu'ils se situent au centre ou à la périphérie. Les pays centraux ont connu un accroissement de leur indice de spécialisation plutôt en fin de période tandis que les pays périphériques connaissent un processus de déspecialisation en début de période, reflétant un rapprochement des structures industrielles des États-membres au cours des années 70 (Dupuch et Jennequin, 2001). Ces conclusions recourent celles d'Amiti (1999) ou de Midelfart-Knarvik et al. (2000).

Concernant les PECO, la Hongrie et de la Pologne présentent des indices de spécialisations très proches de la moyenne européenne malgré un niveau de développement inférieur à l'UE. Ce résultat peut s'expliquer par un degré élevé d'industrialisation issu de l'héritage communiste. En variation, les premières années de la transition semblent révéler un accroissement de la spécialisation de ces pays. Toutefois, ce résultat s'explique davantage par la restructuration industrielle caractérisée par des suppressions d'emploi massives que par la perspective d'intégration de ces économies.

Les données d'emploi limitent l'analyse de la spécialisation des PECO à ces deux pays pour le début de la phase de transition. L'utilisation de données d'exportation élargit l'échantillon à l'ensemble des pays candidats à l'adhésion pour une période plus récente et une désagrégation plus fine (tableau n° 12). Par construction, la prise en compte d'un nombre supérieur de secteurs accroît la valeur des indices, toutes choses égales par ailleurs. De plus, en termes

11 L'indice appliqué est le suivant :  $K_i(t) = \sum_k \text{abs}(v_i^k(t) - \bar{v}_i^k(t))$  avec :  $v_i^k(t) \equiv x_i^k(t) / \sum_k x_i^k(t)$  et  $\bar{v}_i^k(t) \equiv \sum_{j \neq i} x_j^k(t) / \sum_k \sum_{j \neq i} x_j^k(t)$ . Il nous renseigne sur l'écart entre la structure de production  $v$  du pays  $i$  et la moyenne des structures de l'ensemble des pays, avec  $k$  les différents secteurs de l'économie.

12 A l'exception de la Belgique que nous avons retiré de l'échantillon par insuffisance de données.

d'exportation, l'évolution de la spécialisation est moins prononcée qu'avec des données de production ou d'emploi (Brülhart, 2000b). En effet, les données d'emploi donnent davantage de poids aux secteurs intensifs en main-d'œuvre et révèlent des mutations plus marquées des structures de production.

**Tableau n° 12 : Indice de spécialisation en exportations de l'UE et des PECO**

Pays	1990-1992	1993-1995	1996-1998
France	0,318	0,307	0,276
Allemagne	0,441	0,437	0,439
RU	0,442	0,457	0,446
Belgique-Luxembourg	0,511	0,499	0,468
Italie	0,504	0,520	0,521
Autriche	0,610	0,610	0,546
Espagne	0,546	0,567	0,569
Pays Bas	0,610	0,623	0,634
<i>UE</i>	<i>0,673</i>	<i>0,683</i>	<i>0,670</i>
Danemark	0,677	0,683	0,675
Suède	0,706	0,775	0,742
Portugal	0,932	0,922	0,873
Irlande	0,889	0,991	1,007
Finlande	0,983	1,017	1,059
Grèce	1,245	1,155	1,119
République tchèque		0,693	0,638
Hongrie	0,784	0,728	0,754
Slovénie		0,762	0,796
Pologne	0,926	0,866	0,810
Estonie		1,144	1,197
Slovaquie		0,788	0,744
Bulgarie	0,999	0,991	1,085
Roumanie	1,164	1,170	1,217
Lituanie		1,336	1,303
Lettonie		1,482	1,485

*Données d'exports CEPPII-CHELEM, moyennes mobiles.*

*Source : calcul des auteurs.*

Les écarts de spécialisation au sein de l'UE en termes d'exportation restent globalement identiques à ceux obtenus sur données d'emploi avec une opposition marquée entre les pays du noyau dur et la périphérie. Au niveau des PECO, trois points peuvent être soulevés. Premièrement, une forte disparité caractérise les PECO entre eux. La République Tchèque, la Hongrie, la Slovénie et Pologne sont des pays plutôt diversifiés et s'avèrent moins spécialisés que les pays de la périphérie européenne, la République Tchèque se trouvant même à un niveau inférieur à la moyenne communautaire. En revanche, les Balkans et les États Baltes présentent des indices particulièrement élevés. Deuxièmement, ces disparités correspondent globalement aux deux vagues d'adhésion à l'UE, les moins spécialisés appartenant au premier groupe. L'Estonie constitue une exception en affichant une forte spécialisation. A l'inverse, la Slovaquie apparaît

plus diversifiée mais est exclue de la première vague d'adhésion car elle ne répond pas aux critères démocratiques fixés par l'UE. Enfin, au sein des PECO, la distance géographique vis-à-vis de l'UE intervient, les plus éloignés sont aussi ceux qui présentent les spécialisations les plus marquées.

Plus précisément, les PECO sont généralement spécialisés dans les secteurs à forte intensité en ressources naturelles (métallurgie, bois) et en travail (textiles) tandis qu'ils restent désavantagés dans les secteurs à forte intensité capitalistique comme les machines, les biens d'équipement ou encore les produits chimiques (Freudenberg et Lemoine, 1999). Toutefois, des divergences nettes apparaissent entre les différents pays. Les pays baltes et des pays de la seconde vague d'adhésion à l'UE comme la Bulgarie ou la Roumanie sont marqués par une spécialisation forte dans les secteurs traditionnels tandis que la Hongrie et dans une moindre mesure la République Tchèque possèdent des avantages comparatifs là où la plupart des autres PECO sont désavantagés. En évolution, on observe une atténuation de la spécialisation en Europe Centrale mais pas dans les Balkans et les États Baltes. Les secteurs d'exportations les plus dynamiques sont ceux pour lesquels les PECO ont un désavantage comparatif (machines, équipement, véhicules).

**Tableau n° 13 : Indice de similarité de Finger<sup>13</sup>**

	Hongrie	Rép. Tchèque	Pologne	Estonie	Slovénie	Lettonie	Lituanie	Bulgarie	Roumanie	Slovaquie
Hongrie										
Rep Tchèque	<b>0,585</b>									
Pologne	<b>0,598</b>	<b>0,68</b>								
Estonie	0,492	0,512	<b>0,591</b>							
Slovénie	<b>0,554</b>	<b>0,724</b>	<b>0,705</b>	0,52						
Lettonie	0,355	0,401	0,454	<b>0,631</b>	0,399					
Lituanie	0,458	0,476	<b>0,550</b>	<b>0,68</b>	0,486	<b>0,608</b>				
Bulgarie	0,501	0,479	<b>0,611</b>	0,474	0,496	0,489	<b>0,587</b>			
Roumanie	0,463	0,51	<b>0,616</b>	0,475	0,523	0,476	0,528	<b>0,671</b>		
Slovaquie	<b>0,57</b>	<b>0,727</b>	<b>0,643</b>	0,495	<b>0,703</b>	0,439	0,509	<b>0,594</b>	<b>0,595</b>	
UE15	<b>0,655</b>	<b>0,723</b>	<b>0,634</b>	0,53	<b>0,677</b>	0,372	0,506	0,527	0,456	<b>0,664</b>
Espagne	<b>0,601</b>	<b>0,702</b>	<b>0,618</b>	0,523	<b>0,657</b>	0,366	0,488	0,505	0,454	<b>0,724</b>
Portugal	<b>0,562</b>	<b>0,623</b>	<b>0,627</b>	0,503	<b>0,658</b>	0,425	0,529	0,496	0,537	<b>0,65</b>
Grèce	0,462	0,434	0,511	0,525	0,449	0,466	<b>0,56</b>	<b>0,592</b>	0,5	0,487
Irlande	0,438	0,298	0,311	0,326	0,302	0,228	0,282	0,325	0,23	0,261

Source : CEPII-CHELEM, calcul des auteurs.

Le tableau n° 13 renseigne sur la similarité des structures d'exportation entre PECO d'une part et entre les PECO et les pays de l'UE d'autre part. Plus les

<sup>13</sup> Indice de Finger:  $\sum_k \min \left[ \frac{X_{ijk}}{X_i^*}, \frac{X_{ljk}}{X_l^*} \right]$  où  $X_{ijk}$  et  $X_{ljk}$  les exportations des pays i et l vers le pays j en produit k ;  $X_i^*$  et  $X_l^*$  les exportations totales des pays i et l.

indices sont élevés, plus les structures commerciales des pays correspondants sont proches. Quatre points sont à souligner.

(i) Les pays de la première vague présentent des indices élevés vis-à-vis de l'UE, notamment avec l'Espagne et le Portugal. En suivant notamment un scénario "à l'espagnole", la crainte d'un enfermement dans les secteurs traditionnels semble s'éloigner pour la Hongrie et la République Tchèque et dans une moindre mesure pour la Pologne et la Slovaquie.

(ii) A l'opposé, cette situation ne se retrouve pas avec les pays de la seconde vague qui s'avèrent quant à eux plus proches de la Grèce que du reste de l'UE, en particulier la Bulgarie.

(iii) En outre, les structures commerciales des PECO sont particulièrement éloignées de celle de l'Irlande, qui a connu un rattrapage technologique important.

(iv) Enfin, la similarité des pays en transition entre eux implique que les principaux concurrents des PECO restent les PECO eux-mêmes. La Pologne fournit un exemple significatif à cet effet. Ce résultat est d'ailleurs retrouvé dans d'autres études (Chevalier et al., 1999).

Le même travail a été effectué sur données d'emploi de 1994 pour la Pologne et la Hongrie avec l'indice de Krugman (tableau n° A.4.). Les résultats sont globalement similaires à l'exception du Portugal dont les structures productives apparaissent plus éloignées, ce qui reflète le rattrapage récent de ce pays.

### **4.3. Vers une spécialisation intra-branche ?**

Les indices de spécialisation corroborent largement l'évolution du commerce intra-branche des pays européens et des PECO. Les échanges européens sont constitués majoritairement de flux de type intra-branches, en particulier en différenciation verticale dont la progression est sensible après 1985. Les pays périphériques restent toutefois en marge de cette tendance où le commerce inter-branche domine toujours malgré un rattrapage tangible de la part de l'Espagne et dans une moindre mesure du Portugal. L'analyse de la nature du commerce UE-PECO montre en 1996 la dominance des échanges inter-branches entre l'UE-12 et les PECO dans leur ensemble et l'existence de différences très marquées entre les pays. On peut distinguer trois groupes (tableau n° 14).

Les pays d'Europe Centrale (République Tchèque, Hongrie et Slovaquie) enregistrent la part de commerce intra-branche la plus élevée et dépassent déjà le Portugal et la Grèce. La Pologne et la République Slovaque occupent une position intermédiaire tandis que les échanges inter-branches dominent largement dans les Balkans et les pays baltes (entre 85 et 95 %). Le commerce intra-branche de

biens différenciés verticalement domine et représente 80 à 90 % des échanges intra-branches (Aturupane et al., 1997). En outre, on observe une progression nette des échanges intra-branches, pour tous les pays entre 1993 et 1996, ce qui suggère que les structures de production convergent vers celles des pays occidentaux. Ce mouvement semble plus marqué dans les pays qui possèdent initialement un niveau déjà élevé d'échanges intra-branches ce qui laisse supposer une évolution à deux vitesses et des divergences de plus en plus prononcées entre les PECO.

**Tableau n° 14 : Part des échanges intra-branches en Europe et dans les PECO**

1996 (variation 1993-1996)	Intra branche en différenciation		Inter-branche
	Horizontal	Vertical	
Rép. Tchèque	9,6 (5.8)	38,1 (5.5)	52,3 (-11.3)
Hongrie	6,4 (1.9)	30,9 (3.2)	62,7 (-5.1)
Slovénie	4,8 (-4.2)	27,3 (4.0)	67,9 (0.2)
Slovaquie	5,7 (2.0)	19,7 (5.5)	74,6 (-7.5)
Pologne	2,7 (-2.3)	20,6 (5.0)	76,6 (-2.7)
Roumanie	1,7 (-1.0)	13,3 (4.9)	85 (-3.9)
Bulgarie	2,6 (0.7)	11,2 (1.3)	86,3 (-2.1)
Lituanie	1,1 (0)	5,9 (3.6)	92,9 (-3.6)
Lettonie	0,9 (0.4)	4 (1.9)	95,1 (-2.3)
Estonie	0,8 (0.3)	3,5 (0.4)	95,7 (-0.8)
UE-12 (1980)	18,08	35,36	46,57
UE-12 (1985)	17,94	34,54	47,52
UE-12 (1994)	19,23	42,28	38,5
Grèce (1980)	2,02	11,33	86,65
Grèce (1995)	4,60	9,00	86,50
Espagne (1985)	10,12	26,35	63,52
Espagne (1995)	19,50	34,20	46,40
Portugal (1985)	4,13	10,45	85,42
Portugal (1995)	10,50	22,10	67,40

Source : pour les PECO Freudenberg et Lemoine (1999) ; pour les pays de l'UE Fontagné, Freudenberg et Périody (1998).

Pour Freudenberg et Lemoine, des inconnues subsistent : la tendance à la convergence que suggère la structure des échanges commerciaux est-elle

durable ? Les structures productives suivent-elles la même dynamique ? Pour des raisons institutionnelles (structures inefficaces de gouvernement d'entreprise et maintien d'une propriété résiduelle de l'État dans le capital des firmes privatisées), la lenteur de la restructuration industrielle constitue le point faible de la transition (Andreff, 1999) et peut représenter un frein au processus de convergence.

### CONCLUSION

Dans cet article, nous avons examiné l'impact de l'élargissement de l'Union Européenne aux pays d'Europe Centrale et Orientale sur la localisation des activités industrielles au sein de l'UE et sur la spécialisation de ces pays eux-mêmes.

Nous montrons que les pays en transition, tout en restant relativement proches (structures industrielles, capital humain) ne constituent pas une zone homogène. Leurs perspectives d'intégration à l'Europe risquent de se traduire par des logiques divergentes en termes de localisation des activités industrielles et de rattrapage économique vis-à-vis des pays de l'UE. En effet, deux groupes de pays se distinguent qui s'assimilent globalement aux deux vagues d'adhésion à l'Union Européenne. Les premiers (Hongrie, République Tchèque, Pologne, Estonie et Slovénie) semblent emprunter une voie de spécialisation intra-branche en relation avec des IDE dans les secteurs à rendements croissants. Ils se conformeraient ainsi à la forte diversification des nations européennes à l'opposé du modèle américain d'intégration régionale. Ces pays de la première vague devraient suivre un scénario "à l'espagnole" en termes de rattrapage dans lequel les IDE jouent un rôle important de restructuration et de modernisation. Cette situation ne se reproduit pas dans les pays de la seconde vague (Bulgarie, Roumanie, Lettonie, Lituanie) qui, à l'image de la Grèce dont ils partagent l'éloignement géographique, ont à craindre un enfermement dans les secteurs traditionnels intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée ou dans l'agriculture. De plus, la lenteur de la restructuration industrielle et l'échec des réformes observés dans ces pays découragent les entrées d'IDE et s'opposent à ce jour à tout rattrapage.

Enfin, l'image d'une Europe globalement diversifiée où les nations conservent la plupart de leurs activités et échangent entre elles des biens différenciés verticalement ne devrait pas connaître une nette modification avec l'élargissement aux PECO de la première vague qui semblent emprunter une telle voie. Il reste néanmoins à vérifier si pour les PECO on retrouve, à l'exemple de la plupart des pays de l'UE, un processus d'accélération de la polarisation à l'intérieur des nations, comme semblent déjà le suggérer les résultats concernant la localisation polarisée des firmes multinationales à l'ouest de la Hongrie (Eltető, 1998).

### Annexes

***Tableau A1 : Tableau synoptique de la spécialisation des nations européennes***

***Tableau A2 : Tableau synoptique des études sur la concentration des industries  
en Europe***



**Tableau A.3. Classification sectorielle**

Secteur	
300	Total manufacturing
311	Food products
313	Beverages
314	Tobacco
321	Textiles
322A	Wearing apparel, except footwear + Leather products
324	Footwear, except rubber or plastic
331	Wood products, except furniture
332	Furniture, except metal
341	Paper and products
342	Printing and publishing
351C	Industrial chemicals + Petroleum refineries + Miscellaneous petroleum and coal products
355	Rubber products
356	Plastic products
361B	Pottery, china, earthenware + Glass and products + Other non-metallic mineral products
371	Iron and steel
372	Non-ferrous metals
381	Fabricated metal products
382	Machinery, except electrical
383	Machinery, electric
384	Transport equipment
385	Professional and scientific equipment
390	Other manufactured products

Source : UNIDO.

**Tableau A.4. Indices de similitude des structures d'emploi**

	Hongrie		Pologne	
	89-91	92-94	89-91	92-94
UE	0.361	0.411	0.314	0.344
Allemagne	0.559	0.597	0.511	0.546
Espagne	0.407	0.387	0.319	0.286
Portugal	0.679	0.602	0.578	0.585
Grèce	0.535	0.423	0.513	0.464
Pologne	0.259	0.293	-	-

Source : calcul des auteurs ; données d'emploi UNIDO, moyennes mobiles.

## RÉFÉRENCES

- Amiti M., 1998, "New Trade Theories and Industrial Location in the EU: A Survey of Evidence", *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 14 (2), p. 45-53.
- Amiti M., 1999, "Specialization Patterns in Europe", *Weltwirtschaftliches Archiv*, Vol. 135(4), p. 573-593.
- Andreff W., 1999, "Privatisation et gouvernement d'entreprise dans les économies en transition", *Économie Internationale*, n° 77, p. 97-129, 1<sup>er</sup> trimestre.
- Aturupane C., Djankov S. et Hoekman B., 1997, "Determinants of Intra-Industry Trade between East and West Europe", *CEPR Discussion Paper*, n° 1721.
- Aussilloux V. et Pajot M., 2001, *Enjeux Commerciaux de l'Elargissement de l'Union Européenne*, papier présenté en séminaire Fourgeaud, Direction de la Prévision, Février.
- Barro R. et Lee J.W., 2000, "International Data on Educational Attainment: Updates and Implications", *CID Working Paper*, n° 42.
- BERD, 2000, *Transition Report 2000*, EBRD.
- Bevan A. et Estrin S., 2000, "The Determinants of Foreign Direct Investment in Transition Economies", *CEPR Discussion Paper*, n° 2638.
- Borensztein E., De Gregorio J. et Lee J.W., 1998, "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth?", *Journal of International Economics*, Vol. 45, p. 115-135.
- Brainard S.L., 1993, "A Simple Theory of Multinational Corporations and Trade with a Trade-off between Proximity and Concentration", *NBER Working Paper*, n° 4269.
- Brülhart M., 1996, "Commerce et Spécialisation Géographique dans l'Union Européenne", *Économie Internationale*, n° 65, p. 169-202, 1<sup>er</sup> trimestre.
- Brülhart M., 1998, "Economic Geography, Industry Location and Trade: the Evidence", *The World Economy*, Vol. 21 (6), p. 775-800, Août.
- Brülhart M., 2000a, *Evolving Geographical Specialisation of European Manufacturing Industries*, University of Lausanne, Mimeo.
- Brülhart M., 2000b, *Growing Alike or Growing Apart Industrial Specialisation of EU Countries*, Paper for UNU/WIDER Project "EMU and Its Impact on Europe and Developing Countries", University of Lausanne.

- Brülhart M. et Torstensson J., 1996, "Regional Integration, Scale Economies and Industry Location in the European Union", *CEPR Discussion Paper*, n° 1435.
- Brülhart M. et Trionfetti F., 1999, *Home-Biased Demand and International Specialisation: A Test of Trade Theories*, présenté à l'atelier du CEPN "Économie Géographique, Concurrence et Politiques Économiques dans l'Union Européenne", Université Paris Nord, Juin 2000.
- Ceccini P., 1988, *1992: The Benefits of A Single Market*, Wilwood House.
- Chevalier A., Lemoine F. et Neyman L., 1999, "L'Union Européenne et sa Périphérie, Conséquences de l'Intégration Commerciale de l'Europe Centrale", *Revue Économique*, Vol. 50, n° 6, p. 1169-1184.
- Cohen W. et Levinthal D., 1989, "Innovation and Learning: The Two Faces of R&D", *Economic Journal*, p. 569-596.
- Commissariat Général du Plan (CGP), 1999, *Scénario pour une Nouvelle Géographie Économique de l'Europe*, Economica.
- Dupuch S., 2000, *Les déterminants des IDE intra-européens*, *Revue de littérature et analyse empirique*, présenté au Colloque GRECOS "Mondialisation, Globalisation et Stratégies d'Entreprise", Girona, Octobre.
- Dupuch S. et Jennequin H., 2001, *Intégration régionale et géographie économique européenne : quelques résultats empiriques*, document de travail CEPN, Université Paris XIII.
- Eltető A., 1998, *Economic Performance of Foreign Investment Enterprises, Effects of FDI in Hungary*, Institute for World Economics, Budapest, Miméo.
- Emerson et al., 1990, *One market, one money*, Oxford, Oxford University Press.
- Fontagné L., Freudenberg M. et Péridy N., 1998, "Intra-Industry Trade and the Single Market: Quality Matters", *CEPR Discussion Paper*, n° 1953.
- Forslid R., Haaland J., M.Knarvik K.H. et Maestad O., 1999, "Integration and Transition : Scenarios for Location of Production and Trade in Europe", *NHH Discussion Paper*, n° 13/99, Mai.
- Freudenberg M. et Lemoine F., 1999, "Les pays d'Europe Centrale et Orientale dans la Division du Travail en Europe", *Économie Internationale*, n° 80, 4<sup>e</sup> trimestre.
- Haaland J.I., Kind H.J., Knarvik K.H. et Torstensson J., 1999, "What Determines the Economic Geography of Europe", *CEPR Discussion Paper*, n° 2072.
- Hénin P.Y. et Le Pen Y., 1995, "Les épisodes de la convergence européenne", *Revue Économique*, Vol. 46, n° 3.

- Jennequin H., 2001, *Le rôle de la mobilité du travail dans la localisation des activités: une revue critique de la littérature d'économie géographique*, CEPN Université Paris Nord, Miméo.
- Kinoshita Y., 2000, "R&D and Technology Spillovers via FDI: Innovation and Absorptive Capacity", *CERGE-EI Working Paper*, n° 163.
- Krugman P., 1979, "A Model of Innovation, Technology Transfer, and the World Distribution of Income", *Journal of Political Economy*, n° 87, p. 253-266.
- Krugman P., 1980, "Scale Economies, Product Differentiation and the Pattern of Trade", *American Economic Review*, Vol. 70, p. 950-959.
- Krugman P., 1991, *Geography and Trade*, The MIT Press.
- Krugman P. et Venables A., 1995, "Globalization and the Inequality of Nations", *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CX, Issue 4, 11/95, p. 857-879.
- Landesmann M., 2000, "Structural Change in the Transition Economies, 1989-1999", in *Economic Survey of Europe 2000*, United Nations Organization, Chap. 4.
- Lima M.A., 2000, "Portugal in the European Union: What Can We Tell the Central and Eastern European Countries?", *The World Economy*, Vol. 23, n° 9, p. 1395-1408.
- Manzocchi S. et Ottaviano G.I.P., 2000, "Outsiders in Economic Integration: the Case of a Transition Economy", *CEPR Discussion Paper*, n° 2385, Février.
- Markusen J.R., 1995, "The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade", *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 9, n° 2, p. 169-189.
- Maurel F. et Mouhoud E.M., 2001, "La géographie économique de la France dans l'Europe", dans le Rapport du CAE : *L'État et l'Aménagement du territoire*, Mars.
- Midelfart-Knarvik K.H., Overman H.G., Redding S.J. et Venables A.J., 2000, *The Location of European Industry*, Economic Papers, European Commission, n° 142.
- Mouhoud E.M., 1997, "The Links between Migration, Free Trade and Regional Integration : Specific Characteristics of the CEE", in *Migration, Free Trade and Regional Integration in Central and Eastern Europe*, WIFO, Verlag Österreich, Wien.
- OCDE, 2001, *Migration Policies and EU Enlargement, the Case of Central and Eastern Europe*, OCDE, Paris.

- Pavitt K., 1984, "Sectoral Patterns of Technical change: Towards a Taxonomy and Theory", *Research Policy*, Vol. 13(6), p. 343-373.
- Puga D. et Venables A., 1998, "Trading Arrangements and Industrial Development", *The World Bank Economic Review*, Vol. 12, n° 2.
- Resmini L., 2000, "The Determinants of Foreign Direct Investment in the CEEC's, New Evidence From Sectoral Patterns", *The Economics of Transition*, Vol. 8, n° 3, p. 665-689.
- Riviera-Batiz L. et Romer P., 1991, "International Trade with Endogenous Technological Change", *European Economic Review*, 35 (4), 971-1004, Mai.
- Romer P., 1990, "Endogenous Technological Change", *Journal of Political Economy*, Vol. 98, S71-S102.
- Sgard J., 2000, *L'élargissement de l'Union Européenne à l'Est: peut-on éviter l'échec ?*, Lettre du CEPII, n°192, Juillet-août.
- Szanyi M., 2000, "The Role of FDI in Restructuring and Modernization: an Overview of Literature", dans G. Hunya (éd.), *Integration Through Foreign Direct Investment*, Edward Elgar.
- UNCTAD, 1998, World Investment Report, Trends and Determinants, United Nations.
- Venables A.J., 1996, "Equilibrium Locations of Vertically Linked Industries", *International Economic Review*, Vol. 37, p. 341-359.
- WIFO, 1999, *Specialisation and (Geographic) Concentration of European Manufacturing*, background paper for "The Competitiveness of European Industry: 1999 report, Enterprise DG, European Commission, Working Paper, n° 1.

### **EUROPEAN INTEGRATION, ENLARGEMENT TO CENTRAL AND EASTERN EUROPEAN COUNTRIES AND ECONOMIC GEOGRAPHY**

**Abstract** - *This paper evaluates the effects of the enlargement of the EU to the CEEC's, focusing on polarization and industrial specialization in Europe. First, we present the theoretical debate based on the New Economic Geography models. Then, we characterize the insertion conditions of the CEEC's with stylised facts summarizing real convergence, trade flows, patterns of FDI and migration flows. Next, we propose to measure both concentration and specialization (with employment and export data) in Europe including EU member-states and the CEEC's. We show that the first-wave countries will follow a "spanish model" based on catching-up, industrial diversification and intra-industry trade, while other countries could lag behind and experiment a peripheral insertion pattern.*

### **INTEGRACIÓN EUROPEA, AMPLIACIÓN HACIA LOS PAÍSES DE EUROPA CENTRAL Y ORIENTAL Y ECONOMÍA GEOGRÁFICA**

**Resumen** - *La meta de este artículo es evaluar los efectos de la ampliación de la Unión Europea hacia los países de Europa Central y Oriental (PECO) sobre la polarización de las actividades en Europa. Después de recordar los debates teóricos que proceden de la Nueva Economía Geográfica y las aplicaciones a Europa, presentamos un conjunto de hechos estilizados para caracterizar las condiciones de inserción de las economías en transición en la Unión Europea : convergencia real, flujos comerciales, naturaleza y amplitud de las inversiones directas extranjeras (IDE) y flujos migratorios. Proponemos entonces medir el proceso de especialización y de concentración de las actividades en Europa (en términos de exportaciones y de empleo) incluyendo explícitamente los Estados – miembros de la Unión Europea y los PECO. Mostramos que los principales países de la primera ola de adhesión (Polonia, República Checa, Hungría) se orientan hacia el modelo español de recuperación, de mantenimiento de una diversificación de las actividades y tienden a acercarse a la esquema europea de especialización intra-ramo. Del otro lado, los otros países corren peligro de quedarse encerrados en una especialización Inter.-ramo y conocer así una lógica de tipo centro-periferia con respecto a la Unión Europea.*